



Assemblée générale

Distr. générale
24 avril 2017
Français
Original : anglais

Soixante-douzième session

Point 115 d) de l'ordre du jour préliminaire*

**Élections aux sièges devenus vacants
dans les organes subsidiaires et autres
élections : élection de quinze membres
du Conseil des droits de l'homme**

Lettre datée du 11 avril 2017, adressée au Président de l'Assemblée générale par la Représentante permanente du Qatar auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai le plaisir de rappeler que le Qatar entend se porter de nouveau candidat à un siège au Conseil des droits de l'homme pour la période 2018-2020, lors des élections qui se tiendront à la soixante-douzième session de l'Assemblée générale en 2017.

Conformément à la résolution 60/251 de l'Assemblée générale, l'État du Qatar a l'honneur de faire tenir ci-joint un récapitulatif des engagements qu'il a pris volontairement aux fins de la promotion et de la protection des droits de l'homme, aux niveaux tant national qu'international (voir annexe).

Je vous serais reconnaissante de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 115 d) de l'ordre du jour.

L'Ambassadrice,
Représentante permanente
(Signé) Alya Ahmed Saif **Al-Thani**

* A/72/50.



**Annexe à la lettre datée du 11 avril 2017 adressée au Président
de l'Assemblée générale par la Représentante permanente
du Qatar auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : arabe]

Candidature du Qatar au Conseil des droits de l'homme

Avant-propos

La promotion et la protection des droits de l'homme constituent l'un des piliers de la politique du Qatar, qui considère que les droits de l'homme, la paix et la sécurité sont interdépendants et se renforcent mutuellement.

Cette position trouve son expression dans un système constitutionnel et législatif qui incarne les principes relatifs aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales et respecte et protège chaque être humain. Sur le plan institutionnel, elle se traduit par la présence de plusieurs institutions et organismes de défense des droits de l'homme qui contribuent efficacement à la promotion et à la protection de ces droits.

Le respect, la promotion et la protection des droits de l'homme constituent un choix stratégique qui est le fondement même du processus de réforme globale engagé par le Gouvernement. Cette démarche a été confirmée dans la stratégie de développement connue sous le nom des « Ambitions du Qatar à l'horizon 2030 », qui aborde des questions clefs en matière de droits de l'homme dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'environnement, des droits des travailleurs, de l'autonomisation de la femme et des droits de l'enfant, ainsi qu'une stratégie nationale de développement. Le Gouvernement qatarien considère la promotion et la protection des droits de l'homme comme le pilier de sa politique étrangère.

Aussi, le Qatar a adopté une politique tournée vers l'avenir visant à renforcer la culture des droits de l'homme. Cette démarche est axée sur l'état de droit, la transparence, la justice et la dignité humaine. Ces dernières années, Qatar a pris toute une série de mesures novatrices précises et concrètes pour intégrer les droits de l'homme aux niveaux national et international.

Le Qatar a toujours souhaité siéger au Conseil des droits de l'homme depuis sa création, convaincu qu'il joue un rôle considérable en sa qualité d'organe principal de l'ONU chargé de la promotion et de la protection des droits de l'homme. Le Qatar espère pouvoir continuer d'apporter une contribution efficace, positive et constructive aux travaux du Conseil, comme il l'a fait à la présente session et durant les sessions précédentes. C'est à cette fin qu'il a choisi de se porter candidat à un siège pour la période 2018-2020.

**Activités et réalisations du Qatar comme membre du Conseil des droits
de l'homme**

Pendant toutes les périodes durant lesquelles il a siégé au Conseil des droits de l'homme (2007-2010), (2011-2013), (2015-2017), le Qatar a coopéré activement et de manière constructive avec les États Membres aux fins d'une exécution optimale du mandat du Conseil et de l'accomplissement des nobles objectifs pour la réalisation desquels il a été créé.

Le Gouvernement qatarien est convaincu qu'il lui faut continuer d'œuvrer dans le cadre de l'instance internationale importante qu'est le Conseil des droits de l'homme. C'est pourquoi il a décidé de faire acte de candidature pour un siège au Conseil pendant la période 2018-2020. S'étant acquitté des obligations qui lui

incombaient sur les plans national et international et s'employant à tenir les engagements qu'il avait souscrits lorsqu'il est devenu membre du Conseil en 2007, 2011 et 2014, le Qatar estime avoir reçu les encouragements nécessaires en vue de sa réélection. Les mesures les plus importantes prises par le Gouvernement au cours de la période visée sont les suivantes :

Au niveau national

- Une loi a été promulguée et des règlements locaux adoptés pour fournir un cadre juridique à la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales et s'assurer qu'il y ait compatibilité avec les instruments internationaux pertinents. On trouvera ci-après quelques exemples de ces règlements et textes de loi :
 - La loi n° 16 de 2016 sur la santé mentale prévoit des droits étendus aux soins de santé, notamment le droit d'accès à des soins appropriés, conformément aux normes reconnues sur le plan médical, ainsi que d'autres droits touchant à l'autonomie et au respect de la vie privée des patients;
 - La loi n° 21 de 2015 réglemente l'entrée, la sortie et le séjour des migrants; abolit le système de la *kafala* qui existait auparavant, offre une plus grande souplesse et une liberté accrue aux migrants et garantit davantage la protection de leurs droits, notamment lorsqu'ils participent à l'édification des infrastructures du pays;
 - La loi n° 7 de 2013 sur l'assurance maladie institue un régime obligatoire qui garantit la fourniture de services de santé de base à tous les Qatariens qui sont ressortissants des États membres du Conseil de coopération des États arabes du Golfe, résidents étrangers et visiteurs;
 - La loi n° 15 de 2011 relative à la lutte contre la traite d'êtres humains, qui marque une étape importante de l'action menée par le Qatar pour lutter contre ce fléau et en protéger les victimes;
 - La loi n° 8 de 2010 portant modification des dispositions du Code pénal promulgué par la loi n° 11 de 2011 de façon à y inclure une définition expresse de la torture identique à celle qui figure à l'article premier de la Convention contre la torture;
- Le Qatar a ratifié la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles (2005). Cette mesure témoigne d'une volonté politique de promouvoir les valeurs que sont la tolérance et la liberté de pensée et d'expression. Elle montre aussi à quel point la culture est importante pour l'intégration sociale et la promotion de l'égalité et de la non-discrimination. Nombre d'organismes publics de défense des droits de l'homme ont été mis en place et la création d'institutions non gouvernementales à vocation analogue a été encouragée. C'est ainsi que les mesures ci-après ont été prises :
 - Le Comité national sur la traite des êtres humains créé en 2016 a notamment pour tâche de coordonner l'action menée à l'échelle nationale pour surveiller et interdire toutes les formes de traite d'êtres humains. Parmi les responsabilités qui lui ont été confiées, on citera l'élaboration d'un plan national de lutte contre la traite d'êtres humains ainsi que l'établissement et la diffusion d'un rapport annuel sur l'action menée par le Qatar pour combattre la traite, en coordination avec les organismes et autorités chargés de protéger et d'aider les victimes de ce type de trafic. Un projet de plan national de lutte contre la traite des êtres humains

(2017-2022) a été élaboré et devrait être adopté sous peu. Durant la période 2011-2014, l'Initiative arabe de lutte contre la traite des êtres humains a été lancée en coopération avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et la Ligue des États arabes. Le Qatar a alloué 6 millions de dollars des États-Unis au renforcement des capacités nationales de lutte, dans les États arabes, contre la traite d'êtres humains. Ces fonds devaient servir à financer la tenue, à l'intention de juges, d'enquêteurs et de policiers ayant à s'occuper d'affaires de traite d'êtres humains, de séances de formation qui devraient s'achever en décembre 2017;

- La Fondation du Qatar pour l'action sociale, qui a été créée en 2013, est une institution privée de haut niveau, dotée d'un conseil d'administration unique qui supervise et contrôle des entités publiques actives dans le domaine social. Elle formule et élabore des plans, programmes, politiques et stratégies visant à faire avancer les objectifs des associations de la société civile et à en assurer le suivi, en coopération et en coordination avec les ministères, les organes publics et des entités étatiques ou privés, au Qatar et à l'étranger. Elle est notamment composée des entités suivantes : le Centre de réinsertion et de protection sociale, qui vise à protéger les enfants et les femmes contre la violence familiale, le Centre de consultations familiales, le Centre de soins aux orphelins, le Centre pour l'autonomisation et la prise en charge des personnes âgées, le Centre Chafallah pour les personnes ayant des besoins particuliers et l'initiative Best Buddies Initiative-Qatar;
- La Commission nationale du droit international humanitaire créée par la loi n° 27 de 2012, qui a pour tâche de conseiller le Gouvernement et de l'aider à appliquer et à diffuser les principes du droit international humanitaire;
- L'Autorité qatarienne chargée du contrôle et de la transparence créée par le décret princier n° 75 de 2011, qui est chargée de veiller à la transparence et à l'intégrité de l'administration et de combattre la corruption sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations;
- Le Comité national chargé de la sécurité et de l'hygiène du travail créé par le décret ministériel n° 16 de 2011, qui résulte de l'action menée par le Ministère du travail et des affaires sociales en coopération avec des experts de l'Organisation internationale du Travail;
- Le Comité national chargé de la question de l'alliance des civilisations créé par le décret ministériel n° 8 de 2010, qui vise à lutter contre l'intolérance et à mettre l'accent sur le rôle des civilisations dans la promotion du dialogue, le règlement des conflits et la consolidation des valeurs de tolérance, de solidarité et de paix parmi les peuples du monde entier, ainsi qu'à faire progresser le développement humain;
- Plusieurs mesures à caractère législatif et procédural ont été prises à différents niveaux en vue de protéger et de promouvoir les droits des travailleurs et travailleurs migrants, comme suit :
 - À sa réunion du 8 février 2017, le Cabinet a approuvé la loi sur les travailleurs domestiques et l'a soumise aux autorités législatives pour examen. Cette loi régira les relations entre employeurs et travailleurs domestiques. Les auteurs du texte se sont assurés qu'elle était compatible avec les dispositions de la Convention de 2011 sur les travailleuses et travailleurs domestiques (n° 189) de l'Organisation internationale du

Travail concernant le travail décent pour les travailleuses et travailleurs domestiques;

- En janvier 2016, le Qatar a accueilli le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme;
- À sa réunion du 19 octobre 2016, le Cabinet a approuvé une loi portant modification de certaines dispositions du Code du travail promulgué par la loi n° 14 de 2004. La nouvelle loi institue un comité dirigé par un juge siégeant au Tribunal de première instance, qui est chargé d'accélérer l'examen de tous les différends découlant des dispositions du Code du travail;
- La loi n° 1 de 2015 modifie certaines dispositions du Code du travail promulgué par la loi n° 14 de 2004. Elle renferme des dispositions devant régir la mise en œuvre, en collaboration avec le Ministère du développement administratif, du travail et des affaires sociales et, avec la Banque centrale, d'un mécanisme de protection des salaires des travailleurs. Le secteur privé, qui est représenté par la Chambre de commerce et d'industrie du Qatar, coopère lui aussi pleinement à ces efforts. La décision n° 4 de 2015 du Ministre du développement administratif, du travail et des affaires sociales énonce les conditions prescrites par le mécanisme chargé de protéger les salaires des travailleurs, qui sont régis par le Code du travail. Le mécanisme contraint les employeurs à rémunérer leurs employés sept jours au plus tard après l'échéance et à transférer leurs salaires sur le compte d'une banque ou d'une institution financière sise au Qatar;
- En septembre 2015, le Fonds du Qatar pour le développement a conclu avec l'Organisation internationale pour les migrations un mémorandum d'accord afférent à un projet visant à faciliter le rapatriement de migrants népalais bloqués dans le pays;
- La décision n° 18 de 2014 du Ministre du travail et des affaires sociales définit les critères auxquels les logements de travailleurs doivent satisfaire pour être considérés comme adéquats. Cette décision est conforme aux règles internationales qui s'appliquent au logement provisoire ou permanent de travailleurs. En 2015, le Qatar a ouvert sa plus grande cité de travailleurs qui couvre une superficie de 1 100 000 mètres carrés et abrite 100 000 travailleurs. Ce complexe, qui a coûté 825 millions de dollars, a été conçu pour répondre aux normes de sécurité et sanitaires les plus strictes. Il comprend des aires de loisir ainsi que des zones abritant des services de santé publique, d'aide sociale et de sécurité. Il servira de modèle pour la construction, au Qatar, de sept autres cités de travailleurs, abritant chacune quelque 260 personnes;
- Le Qatar accueille des conférences et forums internationaux sur le développement, la démocratie, les droits de l'homme, de même qu'il œuvre en faveur d'une culture de paix. Le Gouvernement accueille chaque année le Forum de Doha pour la lutte contre la traite d'êtres humains, la Conférence sur le dialogue interconfessionnel et le Forum États-Unis-monde musulman. Outre de nombreuses conférences internationales sur le commerce, ainsi que la réunion de Doha pour la mise en œuvre du processus d'Istanbul intitulée Réunion de Doha sur les moyens de promouvoir la liberté religieuse par la collaboration interconfessionnelle, le Qatar a organisé en 2011 le quatrième Forum de l'Alliance des civilisations. En 2015, il a accueilli le treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, qui a

abouti à la Déclaration de Doha. Le Qatar a fourni à l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime 49 millions de dollars pour mettre en œuvre ses programmes de formation sur la Déclaration de Doha, qui se poursuivront jusqu'en 2020. En janvier 2016, le Qatar a accueilli une conférence régionale sur le rôle du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme dans la promotion et la protection des droits de l'homme dans les pays arabes. En avril 2016, il a fait de même pour le sommet régional de l'ONU consacré à la région Asie qui s'est tenu sur le thème du commerce et des droits de l'homme. En février 2017, il a accueilli une conférence internationale sur les moyens de faire face, par des démarches axées sur les droits de l'homme, à certaines situations de conflit dans la région arabe. Il est convaincu qu'il importe de créer des mécanismes de justice pénale efficaces pour protéger les droits de l'homme fondamentaux et promouvoir la justice, l'égalité et l'équité;

- En mars 2014, le Qatar a accueilli une délégation du Sous-Comité aux droits de l'homme du Parlement européen;
- En janvier 2014, le Qatar accueilli le Rapporteur spécial sur l'indépendance des juges et des avocats;
- En novembre 2013, le Qatar a accueilli le Rapporteur spécial sur les droits de l'homme des migrants;
- Le Qatar a également accueilli plusieurs organisations non gouvernementales de défense des droits de l'homme, dont des représentants de Human Rights Watch, en 2013, 2014, 2015 et 2016, d'Amnesty International, en 2013 et 2014, et de la Confédération syndicale internationale, en 2014;

Au niveau international

- Le Qatar s'est efforcé de participer activement à l'action menée à l'échelle internationale en vue de promouvoir et de protéger les droits de l'homme, conformément aux principes consacrés par sa Constitution;
- Le Qatar a adhéré aux principaux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme;
- Le Qatar s'est employé à soutenir le Conseil des droits de l'homme et à coopérer avec d'autres mécanismes internationaux et régionaux aux fins de la promotion et de la protection des droits de l'homme;
- Le Qatar a coopéré avec les organes créés par les instruments relatifs aux droits de l'homme et s'est acquitté assidûment des obligations que lui imposent ces instruments, notamment en soumettant les rapports demandés par ces derniers. En août 2015, le Comité des droits des personnes handicapées a examiné le premier rapport du Qatar sur l'application de la Convention relative aux droits des personnes handicapées. À sa soixante-quinzième session, le Comité des droits de l'enfant examinera le rapport unique valant troisième et quatrième rapports du Qatar conformément à la Convention relative aux droits de l'enfant;
- Le Qatar a coopéré avec diligence avec le Groupe de travail sur l'Examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme au cours du processus d'examen du deuxième rapport national de l'État du Qatar, le 7 mai 2014. Le Gouvernement qatarien attache une grande importance à l'aide que le Groupe de travail apporte aux pays désireux de s'acquitter plus efficacement et plus vigoureusement des obligations que leur impose le droit international des droits de l'homme. Le dialogue interactif a mis en évidence les engagements

pris par le Qatar et les efforts intenses qu'il consacre à la promotion des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Le Qatar a aussi fait une large place aux conclusions et recommandations issues du premier Examen périodique universel, et il a pris de nombreuses mesures à différents niveaux;

- Le Qatar a continué de renforcer ses liens avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme en organisant régulièrement des consultations bilatérales depuis mai 2011. Il s'est engagé à fournir une aide financière d'un montant de 3 millions de dollars. La première tranche, soit 1 million de dollars, a été versée en 2016. Il s'acquittera ultérieurement du restant des sommes promises;
- Le Qatar a continué d'apporter un appui au Centre de formation et de documentation des Nations Unies sur les droits de l'homme pour l'Asie du Sud-Ouest et la région arabe;
- Le Qatar a poursuivi ses activités de coopération multilatérale sous l'égide de différents mécanismes internationaux des droits de l'homme. C'est ainsi qu'il a présidé les travaux du Forum social du Conseil des droits de l'homme qui s'est tenu en octobre 2012 pour examiner le thème du développement axé sur l'homme et la mondialisation. Il a aussi présidé les travaux du Forum social qui s'est réuni en octobre 2015 pour examiner la question de l'accès aux médicaments sous l'angle du droit à la santé;
- Le Qatar a pris une part active aux réunions et autres initiatives visant à lutter contre les menaces spécifiques pesant sur les droits de l'homme. C'est ainsi notamment qu'il s'est attaqué activement au problème de la traite d'êtres humains en sa qualité de membre du Groupe d'amis unis contre la traite des êtres humains. Il a aussi facilité, avec d'autres États, les consultations relatives aux préparatifs de la Réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur l'évaluation du Plan d'action mondial des Nations Unies pour la lutte contre la traite des personnes. Il est membre du Groupe des Amis pour la parité des sexes, du Groupe des Amis des personnes âgées, du Groupe des Amis des mineurs privés de liberté, du Groupe du dialogue sur le partenariat humanitaire, du Groupe des Amis de la responsabilité de protéger, du Groupe des Amis du principe de responsabilité et du Groupe des Amis des personnes handicapées. Le Qatar s'emploie également à promouvoir le resserrement des liens entre les cultures et les peuples, en participant activement à l'Alliance des civilisations de l'Organisation des Nations Unies;
- Le Qatar a soutenu les efforts déployés collectivement en vue de préserver les droits de catégories sociales telles que les enfants, les personnes âgées et les personnes handicapées. Il a contribué pour une part déterminante à appeler l'attention sur la nécessité de garantir le droit à l'éducation des enfants dans les situations de conflit. C'est ainsi notamment qu'il a organisé une réunion de haut niveau en marge du débat général de la soixante et onzième session de l'Assemblée générale. Il a souscrit à l'initiative tendant à déclarer le 2 avril Journée mondiale de sensibilisation à l'autisme et il préside actuellement le Groupe de travail à composition non limitée sur le vieillissement;
- Sachant que la question des droits de l'homme est omniprésente dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030, le Qatar a pris la tête de l'action menée à l'échelle internationale pour rendre compte des progrès accomplis dans la mise en œuvre de l'objectif de développement durable numéro 16, pour ce qui est de promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et inclusives aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces,

responsables et ouvertes à tous. La réalisation de l'objectif susmentionné aura une grande incidence sur les questions touchant aux droits de l'homme;

- Le Qatar a contribué efficacement à l'action menée pour contraindre les auteurs des atteintes les plus graves aux droits de l'homme à répondre de ces crimes. Il a pris une part essentielle à l'initiative qui a abouti à la création d'un Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables;
- Le Qatar a protégé les réfugiés en coopérant avec ses autres partenaires pour s'attaquer aux causes des déplacements. Il a aussi augmenté les montants des dons et le volume de l'assistance qu'il fournit aux réfugiés;
- Le Qatar a lancé une série d'initiatives internationales à caractère humanitaire et en faveur du développement, comme suit :
 - L'Initiative pour la protection de l'éducation dans les situations d'insécurité et de conflit armé, qui vise à protéger, soutenir et promouvoir le droit à l'éducation dans les zones de crise, de conflit et de guerre;
 - L'initiative Fakhoura, qui vise à aider et protéger les élèves et les écoles dans les zones de conflit dans le monde, notamment la bande de Gaza;
 - L'initiative Silatech à caractère social, qui vise à élargir les débouchés et les perspectives d'emploi s'offrant aux jeunes du monde arabe. Les programmes lancés au titre de cette initiative couvrent actuellement 15 États arabes. Depuis sa création, la Fondation du Qatar a financé et appuyé plus de 86 000 projets gérés par des jeunes;
 - L'Initiative Reach Out To Asia, un organisme caritatif qui opère sous les auspices de la Fondation du Qatar pour l'éducation, la science et le développement de la société, et a pour mission d'aider les sociétés à surmonter les obstacles et à nouer des liens en vue d'assurer une éducation pour tous, la priorité étant donnée à l'assistance à l'Asie;
 - Les initiatives lancées en 2010 et 2011 au titre de la Fondation Éducation avant tout. Le Gouvernement estime qu'il est nécessaire de s'attaquer aux problèmes humanitaires et de développement et d'œuvrer à la recherche de solutions durables;
 - L'initiative mondiale Éduquer un enfant, qui vise à réduire partout le nombre d'enfants qui sont privés d'une éducation parce qu'ils ont été victimes de conflits, de guerres ou de catastrophes naturelles ou parce qu'ils vivent dans des taudis urbains et des zones rurales reculées, notamment ceux appartenant à des catégories de la population (filles, personnes handicapées, minorités) susceptibles de se heurter à des difficultés particulières pour accéder à l'éducation.

Les droits de l'homme, clef de voûte de la politique et de la démarche suivies par le Qatar

Le Qatar aborde la question des droits de l'homme dans une optique intégrée qui tient compte de l'importance des libertés fondamentales et de la démocratie, place l'être humain au centre de la politique de l'État, respecte la liberté d'expression et l'indépendance du pouvoir judiciaire, et favorise l'instauration d'une culture de paix fondée sur l'acceptation d'autrui. Conscient des liens d'interdépendance qui unissent le développement humain à la protection et à la

promotion des droits de l'homme, l'État du Qatar a opté pour un développement humain global. En conséquence, les indicateurs de développement humain du Qatar sont satisfaisants lorsqu'on les mesure à l'aune de toute la planète et dépassent de très loin ceux des autres pays de la région.

Fort de son attachement à une politique fondée sur la prise en compte des synergies qui existent entre le développement et les droits de l'homme, le Gouvernement qatarien a offert une assistance à des pays en développement, partout dans le monde. Durant la période 2011-2012, il a fourni, de concert avec des sources privées, une assistance humanitaire et une aide au développement d'une valeur totale de 3 001 764 000 riyals qatariens. Cet effort a permis d'aider une centaine de pays, notamment parmi les moins avancés, désireux d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement avant 2015.

Fort également de son attachement aux règles de droit international et aux coutumes internationales, le Gouvernement qatarien a soutenu les droits des peuples en quête de libertés fondamentales ainsi que les droits à la dignité, à la justice sociale et à l'autodétermination et tous les autres droits de l'homme.

Sur le plan national, mû par une volonté politique et par des conditions propices à la promotion et à la protection des droits de l'homme, le Qatar a mis l'accent sur le renforcement des droits de l'homme, comme suit :

- Le Qatar s'est employé à devenir un État régi par la primauté du droit et des institutions, qui protège les droits de tous ceux vivant sur son territoire, préserve leur dignité et répond aux espoirs et aux attentes du peuple qatarien, en vue de satisfaire à ses aspirations dans les domaines du développement, du progrès et de la prospérité;
- Le Qatar a répondu rapidement et efficacement à toutes les questions et préoccupations relatives aux droits de l'homme;
- Le Qatar a incorporé les dispositions des instruments internationaux et régionaux au droit interne et élaboré des lois et des règlements compatibles avec les normes internationales relatives aux droits de l'homme;
- Le Qatar a protégé les journalistes ainsi que la liberté de la presse et des médias;
- Le Qatar a procédé à un examen d'ensemble des lois, des procédures et des politiques en vigueur en matière de travail pour promouvoir et protéger les droits des travailleurs qatariens et des travailleurs étrangers résidant au Qatar, conformément aux normes internationales et ainsi renforcer le régime des droits de l'homme à l'échelle nationale;
- Le Qatar a institué des politiques générales compatibles avec les normes internationales en vigueur en matière de droits de l'homme et incorporé les droits de l'homme aux Ambitions du Qatar à l'horizon 2030. Le Qatar a aussi élaboré sa deuxième stratégie nationale de développement pour la période 2017-2022. Cette stratégie présente un plan concret de développement économique, social, culturel, humanitaire et environnemental durable aux fins de la réalisation des Ambitions;
- Le Qatar a créé des entités chargées de promouvoir et de protéger les droits de l'homme comme la Commission nationale des droits de l'homme, le Centre de Doha pour la liberté des médias, le Centre international de Doha pour le dialogue interconfessionnel et l'initiative Silatech;

- Le Qatar a créé, au sein des entités de l'État, des bureaux, départements et services chargés des droits de l'homme, et donné à ces structures les moyens de s'acquitter au mieux de leurs fonctions;
- Le Qatar a mené des campagnes pour mieux faire connaître et promouvoir les principes relatifs aux droits de l'homme au niveau national;
- Le Qatar a nommé un envoyé spécial du Ministre des affaires étrangères pour la lutte contre le terrorisme et la médiation aux fins du règlement des conflits, à titre de contribution à l'action menée à l'échelle internationale pour combattre le terrorisme, promouvoir la paix et la sécurité internationales et protéger les droits de l'homme;
- Le Qatar a pris acte de la nomination par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies d'Ahmed Bin Mohammed Al-Meraikhi comme envoyé humanitaire;
- Le Qatar a pris soin d'appuyer par tous les moyens les entités des Nations Unies de sorte que l'Organisation puisse disposer de tout ce dont elle a besoin pour s'acquitter des fonctions pour lesquelles elle a été créée. Outre les contributions obligatoires qu'il a versées au titre du budget ordinaire et des opérations de maintien de la paix des Nations Unies, le Qatar s'est attaché à verser des contributions volontaires à de nombreux fonds et programmes des Nations Unies qui visent à atténuer la pauvreté, à promouvoir l'éducation de base et à intervenir rapidement en cas de catastrophe et de crise. Il a aussi versé des dons à plus de 41 organes ou entités des Nations Unies. Ces contributions volontaires s'inscrivent dans le cadre d'une stratégie nationale globale conformément aux politiques et priorités adoptées par l'État qatarien à l'appui des efforts internationaux menés dans différents domaines tels que la médiation, la promotion de plans de développement viables, la protection et l'amélioration du sort des enfants dans les pays en développement, l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et des filles, le renforcement de l'assistance humanitaire dans les zones de conflit ou de guerre et le soutien fourni à l'action menée pour atténuer les problèmes humanitaires (problèmes de protection, pauvreté endémique, insécurité alimentaire) qui risquent de se poser dans les situations d'urgence complexes. Le Qatar a notamment contribué aux fonds et programmes ci-après :

1. Fonds des Nations Unies pour la population;
2. Programme des Nations Unies pour le développement;
3. Fonds des Nations Unies pour l'enfance;
4. Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes;
5. Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires, et notamment les entités suivantes :
 - a) Bureau de la coordination des affaires humanitaires;
 - b) Fonds central pour les interventions d'urgence;
 - c) Appels d'urgence pour les interventions humanitaires;
6. Fonds d'affectation spéciale pour les interventions régionales visant à faire face à des menaces mondiales et tendant vers l'adoption d'une stratégie commune de lutte contre la piraterie maritime;
7. Fonds d'affectation spéciale pour l'Alliance des civilisations;

8. Fonds de contributions volontaires des Nations Unies en faveur des victimes de la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants;
9. Fonds d'affectation spéciale destiné à appuyer les activités liées à la diplomatie préventive que mènent les missions;
10. Fonds de reconstruction et de développement du Darfour.

Engagements pris volontairement par l'État du Qatar

Soucieux d'obtenir un siège au Conseil des droits de l'homme pour la période 2018-2020, le Qatar s'engage à continuer de contribuer activement aux travaux du Conseil, à soutenir toutes les activités visant à promouvoir les droits de l'homme partout dans le monde et à faire en sorte que les droits susmentionnés soient dûment pris en compte dans tous les domaines. Il s'engage en particulier à prendre les mesures suivantes :

Au niveau national

- Adhérer aux normes les plus strictes en matière de promotion et de protection des droits de l'homme et intégrer les droits de l'homme à l'ensemble des activités menées par les pouvoirs publics aux niveaux national et international;
- Œuvrer au renforcement de la culture des droits de l'homme au moyen d'une démarche axée sur la primauté du droit, la justice et la dignité humaine;
- Promouvoir une démarche soucieuse des droits de l'homme lors de la réalisation des Ambitions du Qatar à l'horizon 2030 et de l'application des stratégies nationales y afférentes;
- Continuer d'améliorer les résultats et l'efficacité des institutions nationales de défense des droits de l'homme en s'inspirant des meilleures pratiques suivies au plan international et en échangeant des données d'expérience;
- Renforcer la coordination entre les institutions nationales et les entités récemment créées au sein des services de l'État qui s'occupent des droits de l'homme;
- Continuer de recenser les problèmes et difficultés qui font obstacle à la promotion et à la protection des droits de l'homme et poursuivre l'élaboration de lois, de règlements et de procédures administratives internes à la suite des recommandations constructives formulées à cet égard;
- Soutenir les politiques publiques qui servent la cause des droits fondamentaux de groupes sociaux tels que les femmes, les enfants, les personnes âgées, les personnes handicapées et les travailleurs migrants;
- Continuer d'inscrire les droits de l'homme au programme des écoles;
- Continuer d'agir en coordination, en coopération et en liaison avec tous les groupes sociaux et toutes les parties prenantes en vue d'instaurer une culture fondée sur le respect et la promotion des droits de l'homme et de remédier à tous les problèmes et difficultés;

Au niveau régional

- Mettre en place des mesures qui encouragent les instances régionales à choisir comme thèmes prioritaires des questions relatives aux droits de l'homme et les intégrer dans les forums, programmes, activités et priorités régionales;
- Appuyer les programmes bilatéraux et multilatéraux qui contribuent à la promotion et à la protection des droits de l'homme dans la région;

- Continuer de jouer un rôle constructif, impartial et intègre, notamment par la voie de la médiation, au règlement des crises régionales envisagées sous un angle juridique et humanitaire, de façon à protéger les droits de l'homme et à écarter les menaces qui pèsent sur ces droits;
- Continuer de prêter différentes formes d'appui au Centre de formation et de documentation des Nations Unies sur les droits de l'homme pour l'Asie du Sud-Ouest et la région arabe qui se trouve à Doha;

Au niveau international

- Tirer parti de sa qualité de membre du Conseil des droits de l'homme pour préserver le rôle efficace, constructif et positif que le pays joue sur le plan de la promotion des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans le monde et protéger les droits des peuples;
 - Insister sur la nécessité de mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030, notamment en renforçant l'action menée à l'échelle internationale pour rendre compte des progrès accomplis dans la mise en œuvre de l'objectif de développement durable numéro 16;
 - Continuer de coopérer pleinement avec les organisations internationales et les entités des Nations Unies chargées de la protection et de la promotion des droits de l'homme, en particulier le Conseil des droits de l'homme, ses organes ainsi que ses procédures et mécanismes spéciaux;
 - Continuer de fournir un appui en vue de faciliter les travaux des organisations internationales et des entités des Nations Unies qui s'occupent des droits de l'homme;
 - S'employer à donner suite aux recommandations que le Gouvernement a acceptées durant l'Examen périodique universel;
 - Maintenir l'invitation permanente adressée aux titulaires de mandat au titre des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme;
 - Envisager d'adhérer aux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme auxquels il n'est pas encore partie.
-